

L'extrémisme de droite en Belgique : **une menace permanente en constante évolution**

Même s'il ne fait pas parler de lui en permanence, l'extrémisme de droite reste bien vivace tant dans le monde qu'en Belgique. C'est la raison pour laquelle la vigilance reste de mise et l'analyse capitale. Attentive à maintenir l'accent sur la sensibilisation à ce phénomène, l'équipe du CRIPEL (Centre régional d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère de Liège) a organisé une séance d'information en visioconférence autour du thème, sous l'intitulé de « *La prévention de l'extrême droite en Belgique* ». Une matinée entre découvertes surprenantes et questionnements profonds.

C'est à Yves Rogister du Service Public Fédéral Intérieur qu'a été confiée la tâche de dresser un tableau à la fois succinct et le plus complet possible de « *L'extrême droite en Belgique* ». Selon la Loi organique publiée au Moniteur Belge en 1998, l'extrémisme regroupe « *les conceptions ou les visées racistes, xénophobes, anarchistes, nationalistes, autoritaires ou totalitaires, qu'elles soient à caractère politique, idéologique, confessionnel ou philosophique, contraires, en théorie ou en pratique, aux principes de la démocratie et des droits de l'homme, au bon fonctionnement des institutions démocratiques ou aux autres fondements de l'État de droit* ». En revanche, il n'existe pas de définition légale du radicalisme en Belgique, simplement parce qu'il s'agit d'un état d'esprit ; pour l'heure, il n'existe qu'une simple « définition de travail » qui sert de balise.

Une menace évaluée en permanence

Pour l'intervenant, la distinction de départ qu'il est primordial d'établir a priori dans le contexte belge est celle qui oppose l'extrême droite à l'extrémisme de droite. La première, aussi appelée « droite radicale », désigne les acteurs politiques prônant les idées concernées, mais respectant le cadre démocratique et l'État de droit. Le second désigne, lui, les acteurs et les groupes qui rejettent ce cadre démocratique. Il existe bien évidemment une porosité entre les deux. Pour lutter contre cet extrémisme de droite, notre pays dispose d'un service officiel belge appelé l'OCAM (Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace).

Cet organisme intervient en première ligne dans l'évaluation de la menace. Il est compétent pour la dimension terrorisme/extrémisme de la question, domaine dans lequel il réalise trois types d'action : des évaluations ponctuelles (sur base des informations reçues des services d'appui), une analyse stratégique/prospective et enfin, une base de données commune à différents acteurs comme l'administration pénitentiaire, la Sûreté de l'État, le ministère de l'Intérieur, les Régions, etc. Il assure donc un monitoring en temps réel, notamment sur les personnes signalées internationalement qui sont suivies sur l'ensemble du territoire. Il pilote aussi le Plan R relatif à l'extrémisme de droite dans lequel il coordonne les task forces locales avec des partenaires régionaux et fédéraux.

Trois mouvances

En Belgique, l'extrémisme de droite est en augmentation, mais figure actuellement en deçà du niveau existant dans les pays voisins. Il fait néanmoins l'objet d'une vigilance accrue des services, due notamment à la situation en vigueur dans ces pays voisins et aux États-Unis. Cette attention particulière prend en compte l'effet multiplicateur des réseaux sociaux, lieu par excellence de circulation des messages de haine. Cet extrémisme de droite en Belgique est particulièrement présent dans la partie néerlandophone du pays, ainsi qu'à Bruxelles, Liège et dans la région du Centre. Environ 60 évaluations ponctuelles de la menace ont été réalisées par l'OCAM en 2019 pour plus ou moins 90 en 2020.

L'extrémisme de droite se subdivise en trois grandes mouvances. La première est la mouvance néonazie liée, en partie, à la sous-culture skinhead des années 1980. En France, on la retrouve notamment dans des mouvements comme *Bastion Social* ou *Troisième Voie* et, en Angleterre, dans *Blood and Honor*. En Belgique, différents groupuscules occupent ce terrain, comme, par exemple, en Flandre, *Right Wing Resistance Vlaanderen* (mouvement venu de Nouvelle-Zélande à l'origine notamment de la marche contre l'immigration de Zeebruges et du salut nazi au Fort de Breendonck en 2019) et *Vlaams Legioen* (dont plusieurs membres ont été suspectés dans l'incendie criminel du centre d'asile de Bilzen en 2019).

La deuxième mouvance est la mouvance islamophobe et xénophobe. On y retrouve les groupuscules *Soldiers of Odin* (présent surtout en Flandre, mais aussi à Charleroi, même s'il est en déclin, il organise notamment des patrouilles dans les quartiers « à forte densité allochtone » et des distributions de nourriture aux SDF « Belges »), *La Meute* (né au Québec, il a tenté de s'implanter en Wallonie), *Pegida* (en échec global en Wallonie, notamment après des essais d'implantation dans la région de Liège-Verviers) et le *Voorpost* (qui prône le séparatisme et l'indépendance de la Flandre, sert de service d'ordre au Vlaams Belang et s'est « reconverti » aujourd'hui dans des actions anti-migrants violentes).

Enfin, la troisième mouvance est la mouvance identitaire. Elle comprend, entre autres, les groupes *Generatie Identiteit*, *Schild en Vrienden* (né du service d'ordre spontané de Théo Francken et auteur d'actions spectaculaires médiatisées non-violentes comme un « raid » sur le Palais des Comtes à Gand) et les *Identitaires Ardennes* (groupusculaire mais disposant d'une page Facebook suivie par 2000 followers, aujourd'hui fermée).

Une faible structuration

D'une manière générale, la scène extrémiste belge de droite d'aujourd'hui apparaît comme relativement étriquée, faiblement structurée, mais extrêmement poreuse aux tendances idéologiques des pays voisins, avec une Flandre plus sensible à ce qui existe dans les pays anglo-saxons et nordiques, et un espace francophone davantage tourné vers la France, la Suisse et le Québec. Cette scène est, pour l'essentiel, constituée de petits groupes dépourvus, à quelques exceptions près, de leader charismatique. Elle se caractérise par une multi-appartenance et par le caractère relativement éphémère de nombreux groupes, avec des scissions et des recompositions régulières.

Pour l'instant, l'extrémisme de droite belge se limite globalement à des actions médiatisées non-violentes (sans prise en compte du cas récent de Jürgen Conings) et à quelques cas rares de vandalisme (tags, graffitis, etc.). Il semble qu'il y ait une stratégie de retenue des extrémistes de droite belges qui privilégie la mobilisation sur

les médias sociaux, et même mainstream, plutôt que la violence qui serait perçue comme contre-productive.

Il existe, par ailleurs, une différence de structuration entre la Flandre et l'espace francophone. La première est marquée par l'impact structurant du mouvement national flamand, avec un combat nationaliste flamand qui donne un surcroît de légitimité à ces groupes, et le combat de ces derniers contre migrants, musulmans, etc. ne s'inscrit globalement pas dans le cadre de l'État fédéral belge. Le second est un extrémisme « de marge » fait de groupements éphémères (constitués régulièrement des mêmes individus), avec un cas particulier, celui de *Nation*.

L'effet catalyseur de la pandémie

Le corpus idéologique de l'extrémisme de droite belge est varié et hétérogène, mais il comprend des thématiques récurrentes. On y retrouve celles d'un « génocide blanc » en cours et du « grand remplacement » (de la population européenne par une population venue d'Afrique noire et du Maghreb), de l'auto-défense d'une « élite blanche », d'un leader autoritaire à la tête d'un État-Nation fort, de la misogynie (dénonciation de la dénatalité imputée à l'évolution « pernicieuse » du statut des femmes) et des différentes théories du complot.

Cet extrémisme reste néanmoins souvent catalysé par des événements spécifiques. Pour l'heure, c'est la pandémie de Covid-19 qui constitue le catalyseur le plus important, avec une influence sur différentes sphères idéologiques. Le début de la crise a donné lieu, outre des critiques légitimes, au développement par certains groupes d'un contre-discours radical remettant en cause la crédibilité de la démarche et des mesures adoptées. Ce contre-discours s'est retrouvé dans l'ensemble de l'éventail de groupes de réseaux classiques d'inspiration idéologique.

Dans le narratif extrémiste de droite, il prend la forme de différentes expressions. Il y a celle selon laquelle les communautés allochtones joueraient un rôle clé dans la propagation de la Covid-19 à cause de leur incivisme, de leur saleté et de leur promiscuité. Il y a celle qui minimise la virulence et la gravité de la Covid et qui nie parfois purement et simplement son existence. Il y a celle qui dénonce un

hygiénisme d'État, un politiquement correct imposé ou une nouvelle dictature. Et il y a celle qui critique les services de police qui font respecter des mesures « liberticides » (port du masque, etc.), mais sont impuissants face aux violences urbaines « qui sont le fait d'allochtones ».

L'arme complotiste

L'idée sous-jacente de ce corpus est bien souvent celle de l'existence d'un complot avec des médias et des experts qui nous manipulent, qui sont au service de gouvernants qui imposent des mesures liberticides, eux-mêmes au service d'un « Nouvel Ordre Mondial » incarné par des lobbies (entreprises pharmaceutiques, juifs, francs-maçons, etc.) ou des individus (Bill Gates, Mark Zuckerberg, etc.). Ce complot aurait pour but de faire acheter un vaccin, de contrôler la population ou d'imposer la dictature sanitaire, prélude à la dictature tout court. Et cette dictature serait à la solde du Nouvel Ordre Mondial et contribuerait au génocide blanc et au grand remplacement.

Cette vision s'appuie sur une capacité de mobilisation augmentée, surtout en Flandre avec le rôle mobilisateur de l'asbl Viruswaanin (que l'on peut traduire approximativement par « folie virale »). Du côté francophone, *Nation* et le PNE (Parti National Européen) critiquent les mesures anti-Covid, mais prudemment (sans propos complotistes), alors que le collectif *En colère* fondé durant l'été 2020 par des vétérans de l'extrémisme de droite francophone sévit, lui, avec un spectre d'idées beaucoup plus large comprenant complotisme, racisme, antisémitisme, négationnisme, catholicisme intégriste, etc.

Dominique Watrin